

Les Albanais redoutent une répression sanglante

Des chars interviennent dans le sud du pays

UN CLIMAT insurrectionnel prévaut toujours en Albanie, où le président Sali Berisha, réélu lundi 3 mars par le Parlement pour un mandat de cinq ans, a décidé d'employer les grands moyens pour mettre un terme à la rébellion qui enflamme surtout le sud du pays. Des émeutiers sont même parvenus à prendre le contrôle d'un petit navire de guerre. Le chef d'état major de l'armée, le général Kosova, a été limogé et remplacé par le général Copani, conseiller du président Berisha.

Les autorités ont fait appel à des unités spéciales de la police et de l'armée et des chars ont été envoyés dans cette région qui est désormais totalement isolée du reste de l'Albanie. Les communications téléphoniques ont été coupées, les routes ont été barrées et la presse internationale a reçu l'ordre de quitter la région.

Un diplomate européen, informé de la volonté présidentielle, redoute une « répression très dure ». Il souligne que « la situation est inacceptable pour le pouvoir, après

les véritables actes de sauvagerie commis par les émeutiers. Ils ont brûlé vifs des hommes de la police secrète. Et un tiers du territoire échappe au contrôle du gouvernement. »

Dans la capitale, Tirana, où le couvre-feu est en vigueur après l'adoption par le Parlement d'un décret d'état d'urgence, la population redoute autant la violence des émeutiers que celle des forces de l'ordre. L'opposition dénonce la dérive totalitaire du régime : « Aujourd'hui est le jour de la dictature à visage ouvert en Albanie. Seul un dictateur peut être élu dans de telles conditions, sous la loi martiale », a déclaré Neritan Ceka, chef du parti Alliance démocratique.

Cette situation explosive, après six semaines de troubles qui ont fait une dizaine de morts et plusieurs centaines de blessés, a pour origine la faillite des sociétés d'épargne auxquelles de nombreux Albanais avaient confié leurs économies dans l'espoir de rémunérations spectaculaires.

Lire page 2

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 5 MARS 1997

RÉVOLTE Le climat demeure insurrectionnel en Albanie, où des chars d'assaut sont apparus dans le sud du pays. Réélu par le Parlement, lundi 3 mars, pour un deuxième

mandat de cinq ans, le président Sali Berisha a pris la décision d'utiliser la force et d'isoler complètement les principales villes du Sud. Il a informé les chancelleries occidentales de sa

volonté de stopper la rébellion, qui dure déjà depuis six semaines. ● **DANS LA CAPITALE**, Tirana, transformée en ville fantôme par le couvre-feu et l'état d'urgence décrété

dimanche par l'Assemblée, les habitants redoutent autant la violence des émeutiers que celle des forces de police. ● **L'ORIGINE** de ce soulèvement est la faillite des sociétés

d'épargne qui a ruiné les nombreux petits épargnants, attirés par le mirage de rémunérations élevées, atteignant jusqu'à 50 % de leurs placements.

Ballet diplomatique autour de l'Europe

Plusieurs dirigeants politiques réaffirment leur volonté d'aller de l'avant sur la construction de l'Union

LA FÉBRILITÉ des milieux politiques et des marchés, à l'approche des grands rendez-vous de la monnaie unique et de la réforme des institutions de l'Union contraignent les dirigeants européens à réaffirmer leurs objectifs et à accélérer leur mise en œuvre. Les six chefs de gouvernements membres du Parti populaire européen – formation dominée par la démocratie chrétienne – se sont réunis, mardi après-midi 4 mars, au Prieuré de Val Duchesse, à Bruxelles, pour une séance de travail à huis clos. Participaient à la réunion le chancelier Kohl, les chefs de gouvernements italien et espagnol, Romano Prodi et José María Aznar, les premiers ministres belge, luxembourgeois et irlandais, Jean Luc Dehaene, Jean Claude Juncker, et John Bruton, ainsi que les présidents de la Commission européenne et du Parlement européen, Jacques Santer et José María Cal Real.

Bien que dirigeant un gouvernement de centre gauche, Romano Prodi, qui n'a cessé de plaider ces dernières semaines contre la mise à l'écart des pays du sud de la zone euro, fait partie de la démocratie chrétienne italienne. José María Aznar, qui célébrait lundi, à Avila, le premier anniversaire des élections qui l'ont porté au pouvoir, a fermement réaffirmé, lui aussi, ses engagements européens.

À Paris, le président Chirac recevait le premier ministre portugais, Antonio Guterres. Lisbonne avait jusque-là une attitude défensive par rapport aux initiatives franco-allemandes à la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme des institutions. « Nous allons renforcer notre coopération bilatérale pour la préparation de la conférence intergouvernementale, pour qu'il y ait une réforme des institutions européennes qui puisse vraiment créer une Union efficace, capable de surmonter les difficultés de cette concurrence internationale chaque fois plus dure », a déclaré le premier ministre portugais.

Avant de se rendre au Proche-Orient, le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette a fait, pour sa part, lundi, un détour par Bonn pour faire le point des négociations avec son homologue Klaus Kinkel. Cette rencontre, nous indique notre correspondant à Bonn, Lucas DeLattre, a permis de dégager quelques nouvelles propositions en ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et les processus de décision de l'Union. Un nouveau « sé-

minaire franco-allemand », au niveau des ministres, aura lieu fin avril ou début mai afin d'aborder en tandem le sommet d'Amsterdam.

Paris et Bonn sont d'accord sur la nécessité de renforcer les pouvoirs et la responsabilité de la commission de Bruxelles. Le président de la commission devra « voir ses pouvoirs renforcés », selon les deux ministres. La France et l'Allemagne sont d'accord pour limiter strictement le nombre de commissaires européens, et pour « définir plus précisément la répartition de leurs portefeuilles », selon Klaus Kinkel.

« PLUS QU'UN PARTENARIAT »

Concernant la PESC, Paris et Bonn s'accrochent vers une solution à mi-chemin entre les logiques intergouvernementale et communautaire. Klaus Kinkel a expliqué que « les décisions concernant la stratégie générale devraient être prises à l'unanimité, tandis que l'application de ces décisions se ferait à la majorité qualifiée ». Les deux capitales précisent tout très bientôt leur conception du rôle qui devrait être attribué à un « secrétaire général de la PESC » et ses relations avec le Conseil et la Commission. Ils partagent dans l'immédiat un même objectif en matière de sécurité : « L'Union de l'Europe occidentale (UEO) devra être intégrée à l'Union européenne, et ses missions, dites de Petersberg, être inscrites dans le nouveau traité ». Un projet auquel Londres continue à s'opposer vigoureusement.

Le ministre britannique des affaires étrangères, Malcolm Rifkind, qui poursuivait, lundi à Paris, une tournée des capitales des Onze pour défendre la conception européenne de son gouvernement conservateur, a longuement plaidé devant divers auditeurs pour que les réformes envisagées ne remettent pas en cause la liberté de manœuvre des États-nations. Indiquant ne pas partager, à ce sujet, la même approche que l'Allemagne, il a souhaité une clarification des dirigeants français. Dans une interview publiée, lundi par *Le Figaro*, Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, lui avait d'avance répondu que « La France reste totalement attachée à une Europe des nations. Mais il s'agit là pour nous d'une "communauté de nations", c'est-à-dire beaucoup moins qu'une fédération, mais beaucoup, beaucoup plus qu'un simple "partenariat" ».